

## **24 février 1971 Indépendance pétrolière. 24 février 2021 : Révolution verte des énergies renouvelables**

Professeur Chems Eddine Chitour

*«Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.»*  
Guillaume d'Orange

Qui se souvient du fameux coup d'éclair dans un ciel serein que fut la décision de Houari Boumédiène qui annonçait à la face du monde son mémorable : «Qararna ta'emime el mahrouqate.» «Les luttes des pays du tiers-monde pour recouvrer leur pleine souveraineté économique furent épiques. Les puissances coloniales voulant à tout prix maintenir un ordre de leaders à la pointe du combat pour la pleine souveraineté. Ce jour-là, le 24 février 1971, Houari Boumédiène annonce la nationalisation des hydrocarbures. Suite au refus des compagnies pétrolières françaises de renégocier les prix, le président Houari Boumédiène prend la décision, déjà amorcée, de nationaliser les hydrocarbures algériens. «À l'indépendance, en 1962, la souveraineté de l'Algérie sur le Sahara et ses richesses naturelles est reconnue par des accords de concessions, renouvelés par l'accord d'Alger, le 29 juillet 1965. Un fait que Boumédiène ne manque pas de rappeler lors de son discours du 24 février 1971 : «Les Français ne voulaient pas rediscuter les prix. Nous avons donc pris la décision, en tant qu'Etat souverain et libre, de fixer les prix nous-mêmes. L'indépendance formelle n'est pas l'indépendance réelle. la décision de l'Algérie n'en est pas moins lourde de conséquences pour la France qui payait en francs les pétroles venus d'Algérie et était ainsi assurée de commandes de retour. À partir de ce jour, le prix [du baril] passe de 2,08 dollars à 2,85 dollars. » La nationalisation des hydrocarbures algérienne inspire d'autres Etats. Dix mois plus tard, la Libye nationalise les avoirs de la British Petroleum tandis que le 1er juin 1972, l'Irak exproprie Iraq Petroleum Company.(1)

La réussite de l'Algérie donna le la pour tous les autres pays pétroliers pour le recouvrement de leur souveraineté. Ayant fait partie de cette génération de pionniers des années 70 qui avaient le feu sacré. Il y avait une utopie mobilisatrice. 1971, la force de frappe de toute l'Algérie (environ un millier de diplômés se trouvaient à Cherchell), le 15 mars, moins d'un mois après le discours du président Boumédiène, toute cette intelligence était répartie sur les différents challenges du pays (hydrocarbures, trans-saharienne, Barrage vert, les 1000 villages agricoles, l'éducation, l'université, la santé militaire). Tout était à construire, tout était à inventer. Le brassage permis par le Service national — encore une décision qui participe à l'idée de nation — avait donné une signification concrète au vivre-ensemble.

### **Le bilan après 1971**

Depuis 1971, nous avons extrait du sous-sol environ 2 milliards de tep. Si on continue à ce rythme de production sans nouvelle découverte significative, nous en aurons pour une vingtaine d'années. De 1965 à 1978, l'Algérie a engrangé 22,5 milliards de dollars. Il y eu la création d'une trentaine d'entreprises d'envergure internationale dont la Sonatrach, la Sonelgaz et la Snvi, ou ce qu'il en reste. L'essentiel de l'industrie actuelle date de cette époque. Nous sommes bien

contents d'avoir une capacité de raffinage de 22,5 millions de tonnes. Nous n'avons développé que l'amont uniquement pour rendre disponible les hydrocarbures et rien de significatif dans l'aval. Depuis, nous avons engrangé plus de 1000 milliards de dollars. La dernière double décennie nous a fait rater notre entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Qu'en avons-nous fait de pérenne et surtout pourquoi cette rente ne nous a pas permis de sortir du sortilège du farniente trompeur de la rente qui a donné à l'Algérien que tout lui est dû sans effort, peut-être encore plus par la corruption non réprimée.

## **Il y aura plus de guerres**

La situation pétrolière mondiale est devenue plus incertaine que jamais. Qu'en est-il du prix du pétrole dont l'errance problématise les pays mono-exportateurs ? Le prix actuel de 65 dollars ne doit pas nous détourner de notre route qui est celle de sortir par le haut de l'addiction aux énergies fossiles et aller résolument sans perdre de temps malgré tous les obstacles en expliquant que nous n'avons pas d'autre choix que de réussir si on veut donner une visibilité à notre pays dans le concert des nations qui ne fait pas de place aux faibles. Ce qui nous reste de pétrole et de gaz bien géré doit nous permettre d'asseoir une économie verte en créant une culture de la sobriété.

Les défis futurs qui nous attendent sont multiples et il ne faut surtout pas croire que nous sommes protégés. Sans vouloir jouer les pythies, il y aura de plus en plus de guerres pour l'énergie, il y aura des guerres pour l'eau. On parle de plus en plus d'empreinte aquatique avec les réserves d'eau réelles et les réserves d'eau virtuelles. Il y aura de plus en plus de guerres pour l'espace et pour la nourriture. Il y aura de plus en plus de changements climatiques dont les coûts humains et financiers seront terribles si on ne s'y prépare pas en associant à travers les médias lourds les citoyens aux enjeux. «*Khoudhou hadhrakoum*», est-il dit dans le Coran.

La pandémie de coronavirus est à bien des égards une déconstruction de la civilisation telle que nous l'avons connue. Elle a mis au chômage en quelques mois la moitié de l'humanité. Nous n'en sommes pas encore sortis et plus que jamais nous devons continuer à jouer la prudence pour évaluer d'une façon continue comment nous adapter tant il est vrai que nous sommes directement impactés par ce qui se passe dans le monde et comment les changements climatiques nous obligent à constamment s'adapter. Ce que le gouvernement a fait en confiant au ministre de la Transition Énergétique le soin de coordonner une étude *un livre blanc sur l'impact des changements climatiques et ce que fait l'Algérie pour en atténuer les dangereux effets* sur le plan de l'agriculture et du stress hydrique.

## **Que devons-nous faire ?**

C'est un fait, Nous ne pouvons continuer à gaspiller — le mot n'est pas trop fort — l'énergie. Savons-nous que le prix du gas-oil est six fois moins cher qu'en Europe ou chez nos voisins ? (Ce qui explique le trafic aux frontières). Le prix de l'électricité est bas, ce qui incite objectivement au gaspillage ! Il y a des mécanismes — en dehors de toute démagogie — qui permettent de protéger les citoyens à faibles revenus. Ces énergies ont un coût et une calorie épargnée est une calorie disponible pour l'exportation génératrice de devises qu'il faut faire

fructifier à bon escient ou, encore mieux, c'est une calorie épargnée pour les générations futures. C'est ainsi que nous comprenons le développement durable.

De même, le prix de l'eau, qui sera de plus en plus rare, devrait être un juste prix qui permettrait de lutter contre le stress hydrique prévu dans les prochaines années. Nos gestes devront être de plus en plus économes et écologiques. Ce cap auquel il faut associer toutes les Algériennes et tous les Algériens devrait aboutir à un consensus le plus large possible sur une vision nouvelle. Cette stratégie permettra de créer des milliers de start-up, notamment dans le domaine des énergies renouvelables où tout est à faire. Ce cap tracé, outre le fait qu'il nous oblige à bouger et à tordre le coup à cette mentalité paresseuse de rentier, donnera, à n'en point douter, une espérance à ce pays.

Nous avons une population de 44 millions d'habitants, des habitudes de consommation de pays riches que l'on se permettait tant que le prix du baril valait 100 dollars et plus. Comment satisfaire la demande locale tout en préservant ses parts de marché à l'export ? La consommation d'électricité augmente de 7% par an, celle de gasoil a plus que triplé entre 2000 et 2014, et celle de l'essence a plus que doublé durant cette période. Nous consommons plus de 40 milliards de m<sup>3</sup> de GN. En 1962, l'Algérie était à 60% hydraulique et 40% charbon. Depuis, le gaz naturel a étouffé toute velléité de développement des énergies renouvelables en 1980, dans la foulée du «choc pétrolier selon la terminologie occidentale».

Nous avons par mimétisme créé un Commissariat aux énergies nouvelles qui est mort de sa belle mort quand le prix du pétrole a dégringolé. De 1999 à 2018, le prix du pétrole a entamé une pente ascendante jusqu'en 2008, le Brent atteint 140 dollars, ensuite il chute pendant une courte période puis remonte entre 2010 et 2014 jusqu'à près de 110 dollars. On continue à acheter des équipements énergivores, des voitures qui dépassent pour certaines 140 g de CO<sub>2</sub> par km, chose qui est interdite en Europe où la norme est de 100g. C'est 30% d'énergie de perdu, mais que nous achetons encore en 2021 pour un milliard de dollars dont une partie part par les frontières.

### **Comment se présente le futur ?**

Le monde de l'énergie est plus chaotique que jamais. A partir de 2030, les changements climatiques vont «diaboliser» le pétrole par une taxe carbone de plus en plus élevée, il sera de moins en moins possible de valoriser le pétrole autrement qu'en le transformant. Le grand challenge de Sonatrach, c'est de faire sa mue. C'est de pouvoir aller de la pétrochimie vers les matières plastiques et développer la pétrochimie. Et là, c'est une rupture à marquer. Transformer le pétrole avant de le vendre. Une tonne de polystyrène c'est 1500 dollars ; une tonne de pétrole, c'est 300 dollars ( février 2021) , donc c'est cinq fois plus. Il sera plus que jamais nécessaire que nos entreprises fassent leur mue pour être en phase avec la réalité du monde.

Durant la double décennie de l'irrationalité économique, l'Algérie n'a pas joué la prudence ni dans l'exploitation raisonnée de son pétrole et de son gaz ni dans la nécessité de tourner le dos à la rente avec les dollars de la rente investis d'une façon rationnelle dans le développement du

pays et ne pas se tenir le ventre comme nous le faisons à suivre les convulsions erratiques d'un baril de pétrole dont nous ne maîtrisons ni les tenants ni les aboutissants.

Avec la création d'un ministère dédié à la Transition énergétique, c'est une nouvelle vision du développement de l'Algérie est un nouveau 24 Février qui fera émerger l'Algérie nouvelle qui mise sur sa création de richesses à partir de son intelligence. La première chose à faire, c'est de miser sur l'intelligence et le savoir. Un pays sans ressources pétrolières comme l'Inde exporte pour 25 milliards de dollars de logiciels. Nous avons fait un état des lieux qui prend en compte les profondes mutations du marché énergétique mondial. En fait, il faut passer de la situation où personne ne se sent concerné à une situation où tout le monde, à des degrés divers, se sent concerné.

Nous avons le soleil, donc l'énergie, l'eau, le sol et une jeunesse nombreuse et capable de relever le défi en opérant de fait un nouveau 1er Novembre du XXIe siècle. Il s'agit de se battre pour exister dans un monde de plus en plus impitoyable. Le développement durable permettra la création de villes nouvelles dans le Sud. Il nous faut donner des opportunités pour les jeunes en leur donnant les moyens de verdir le Sahara. Pourquoi pas un réseau ferré vert dans le Sud avec la disponibilité de la motorisation électrique (voitures, camions, bus, rails...) ? Une autre utopie d'une *Transsaharienne électrique* avec le développement du rail pour rendre disponibles et rentables les potentialités agricoles du Sud à la fois qui seraient dirigées vers le nord du pays et pourquoi pas vers l'exportation ?

L'Algérie devra se battre pour rentrer dans l'aval pétrolier en Europe ou ailleurs, elle ne se contenterait pas de vendre du pétrole, mais des produits à forte valeur ajoutée, carburants, mais aussi produits pétrochimiques. L'électricité renouvelable sera la colonne vertébrale de la consommation énergétique du futur. Cependant, cela ne sera pas suffisant pour la vision d'un développement humain durable à l'horizon 2030 respectueux de l'environnement avec pour Graal laisser un viatique aux générations futures. C'est un changement total de mentalités. Il nous faut mettre en place un plan Marshall avec une ambition comme tous les pays qui se respectent en fixant une utopie mobilisatrice : un deuxième 24 Février pour une nouvelle indépendance, ce challenge est de disposer de 50% d'énergie renouvelable et d'économie d'énergie en 2030.

Nous avons une dizaine d'années devant nous pour réussir le coup de reins salvateur L'Algérie nouvelle décide de se battre scientifiquement pour un nouveau 24 Février, cette fois du développement durable bien compris. Le développement humain durable est avant tout une rupture avec le gaspillage tous azimuts des denrées alimentaires, notamment du pain, de l'énergie, de l'eau. La devise de Boumediène, *c'était de semer du pétrole pour récolter l'industrie*. On avait l'ambition de dépasser l'Espagne en 1980. Il faut donc reconstruire ce pays en sortant de l'addiction malsaine aux énergies fossiles et à l'illusion que le pétrole nous sauvera. Il ne nous sauvera pas !

Quand le président de la République a décidé de la mise en place d'un ministère dédié à la Transition énergétique, il a compris que le moment était venu de changer de fusil d'épaule. Tout doit être fait cinquante ans après la révolution du 24 février 1971 d'aller vers une autre

révolution qui prenne en compte les nouveaux enjeux mondiaux ; c'est le sens de la mission qui a été confiée au ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables : sortir par le haut en bon ordre de l'ébriété énergétique des énergies fossiles en misant sur la sobriété énergétique. La transition énergétique j'en parle depuis un quart de siècle.

Nous sommes à peu près 44 millions d'habitants et nous consommons 1500 kWh/habitant/an. 98% de notre énergie sont fossiles. A peine 2% de renouvelables. Nous consommons à peu près 16 millions de tonnes de carburants/an. Et nous importons jusqu'à 2 milliards de dollars par an de carburants (en 2020, nous avons importé autour d'un milliard de dollars du fait du Covid). A ce rythme de consommation débridé, nous en avons pour moins de 20 ans. Car ce n'est pas demain que nous pourrions vraisemblablement trouver un nouveau Hassi Messaoud. S'agissant du gaz naturel, la situation est encore plus préoccupante. Nous aurions 2500 milliards de mètres cubes.

Nous consommons et nous exportons l'équivalent de 100 milliards de mètres cubes/an. Notre rythme de consommation de 7% /an est intenable, soit 800 millions de mètres cubes de gaz naturel par semaine ! Donc, 200 millions de dollars brûlés chaque semaine ! Nous aurons un sérieux problème de consommation ou d'exportation. Il nous sera impossible de faire les deux. Est-ce qu'on peut continuer comme ça sans compromettre l'avenir des générations futures et ne plus avoir de défenses immunitaires minimales, car nous n'avons pas joué la prudence ?

#### La feuille de route

Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Nous avons cette fenêtre d'opportunités pour changer de fusil d'épaule. C'est le ministère de la Transition énergétique qui est chargé de répondre à toutes ces interrogations. La feuille de route du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables adoptée en Conseil de gouvernement repose sur trois axes : le premier concerne la rationalisation de la consommation d'énergie, la construction de centrales renouvelables et la mise en place d'un modèle énergétique en 2030-2050.

Concernant les économies d'énergie, le ministère de l'Habitat est le secteur le plus important. Nous avons convenu de mettre en place de nouveaux cahiers des charges avant toute nouvelle construction où il sera tenu compte de l'aspect économie d'énergie, par le choix des matériaux, le double vitrage, et ceci graduellement dans les permis de construire. De jeunes entreprises viendront faire l'évaluation. Nous allons mettre en œuvre le chauffe-eau solaire et des réservations seront faites dans les nouvelles constructions.

Dans les transports nous misons sur la conversion. Le parc de l'administration au sens large, soit 100 000 véhicules, doit être converti aux carburants propres. Nous allons opérer cette transition vers le GPL. Certes, un savoir-faire existe, il faut le stimuler. Cependant, nous devons sortir des carburants fossiles comme le font les pays développés et miser sans tarder sur la révolution de la locomotion électrique. Le passage graduel à la conversion GPL au GNC et à la voiture électrique va nous éviter l'importation des carburants, ce sera plutôt l'inverse. Nous deviendrons vendeurs de carburants à tous les pays africains qui n'ont pas de raffineries.

Par-dessus tout, ce qui intéresse le citoyen qui n'a pas de voiture, c'est la disponibilité de moyens de transport fiables.

Le deuxième grand volet de la feuille de route est la mise en place du plan Marshall des centrales solaires et éoliennes. Cette année, nous ferons tout pour mettre en place 1000 MW et nous allons lancer un appel d'offres d'ici juin. Pour les 15 000 MW annoncés en mars 2020, si nous demandons à un investisseur de construire une centrale solaire de 1000 MW qui coûte 800 millions de dollars, la quantité de gaz naturel épargnée est de l'ordre de 200 millions de mètres cubes de gaz. Chaque mètre cube épargné par la mise en place rapide du plan renouvelable que l'on exporte devrait servir à financer ce plan solaire. Il nous faut chercher des partenariats stratégiques.

Nous n'avons pas le choix, il faut faire des économies d'énergie, le carburant qu'on ne consommera pas servira à financer le plan solaire. Enfin, nous devons avoir une vision de ce que sera 2030-2050, le ministère de la Transition énergétique a été chargé avec celui de l'Énergie de la mise en place d'un modèle énergétique flexible qui fait l'inventaire de toutes les énergies disponibles fossiles (uranium) et renouvelable (solaire, éolien, géothermie, bois...). Tenant compte constamment de ce qui se passe dans le monde, il nous indiquera l'effort à faire en termes de rationalisation de la consommation d'énergie.

## **Conclusion**

Nous devons trouver en nous-mêmes les voies et moyens de faire redémarrer et faire revivre ce feu sacré hérité, car le plus mauvais héritage est qu'à force de vouloir la paix sociale, nous avons fait de l'Algérien un assisté. 75% des jeunes sont nés après 1962. Il est nécessaire de leur parler un nouveau langage où ils se reconnaissent, qu'ils soient en phase avec la réalité du monde, ils ne demandent qu'à vivre dans leur pays et y apporter leur contribution par leur talent. Tout le secret est justement de mobiliser le plus grand nombre autour d'une utopie seule capable de sauver l'Algérie quand la rente ne sera plus là.

Notre pays doit pouvoir prendre, à temps, les virages rendus nécessaires par l'évolution du monde. Nous devons pouvoir évoluer dans un monde de plus en plus complexe en misant sur les savoirs et les expériences pour affronter ces défis.

50 ans après l'indépendance pétrolière, nous devons réussir la révolution verte en misant sur les énergies renouvelables. C'est un nouveau départ qui sera à l'actif du gouvernement actuel dans l'histoire de l'énergie du pays. La transition énergétique nous donnera avant tout une indépendance dans notre comportement en sortant de notre comportement de rentier qui se tient le ventre en suivant les convulsions erratiques d'un baril de pétrole dont on ne maîtrise ni les tenants ni les aboutissants. En mettant en place parallèlement un modèle énergétique robuste, flexible qui, sans tarder, commande de freiner par tous les moyens la consommation supplémentaire de gaz naturel nous irons vers la création de richesses hors de la rente avec l'intelligence des dizaines de milliers de diplômés à qui il faut donner le goût de l'invention en les encourageant à contribuer par les milliers de microentreprises à la réussite de cette transition énergétique.

50 ans après le fameux «*qararna ta emime el mahrouqate*», événement majeur du XXe siècle où un petit pays du tiers-monde osait défier les puissances occidentales en complétant avec succès, mais aussi, il faut bien le dire, avec témérité, son indépendance politique par son indépendance économique, l'Algérie est en face d'un nouveau challenge : réussir sa transition énergétique en allant vers le Développement Humain Durable qui ne laisse personne sur le bord de la route et qui permettra à notre pays de garder sa place dans le concert des nations

Il n'y a pas de réussite sans savoir sans compétence. De ce fait la formation des jeunes devra bénéficier de tous les moyens quelque soit la santé financière du pays. Bill Gates, reçu par le Président Mitterrand, aurait eu cette sentence sans appel : «L'internet est le nouveau baril de pétrole.» Nous sommes avertis, l'économie de la connaissance est l'une des clés de la réussite de la Transition Energétique. Un Institut de formation et de recherche ( ITEER) devrait retenir toute notre attention

(1) <https://www.jeuneafrique.com/534985/politique/ce-jour-la-le-24-fevrier-1971-houari-boumediene-annonce-la-nationalisation-des-hydrocarbures/>

Article paru dans Le Soir d'Algérie le 22 - 02 - 2021